

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre et la période de neuf mois
clos le 31 décembre 2025



Compte rendu de la direction.....	1
Déclaration de responsabilité de la direction.....	11
États financiers intermédiaires résumés (non audités).....	12

Compte rendu de la direction

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025

Le compte rendu de la direction présente les principales activités et initiatives ainsi que les risques et les résultats financiers importants de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025. Ce compte rendu devrait être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités de l'ACSTA pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025, qui ont été préparés conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34). Ce compte rendu devrait aussi être lu conjointement avec le *Rapport annuel 2025* de l'ACSTA, le *Rapport financier trimestriel pour le trimestre clos le 30 juin 2025* et le *Rapport financier trimestriel pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2025*. Les informations communiquées dans le présent rapport sont exprimées en milliers de dollars canadiens et sont à jour au 19 février 2026, sauf indication contraire.

Déclarations prospectives

Les lecteurs sont avisés que le présent rapport renferme un certain nombre d'informations et de déclarations prospectives. Ces dernières contiennent des données qui sont généralement déclarées comme étant anticipées, prévues ou projetées par l'ACSTA. Elles comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats et le rendement réels de l'ACSTA diffèrent de manière significative de tout résultat ou toute performance futurs exprimés ou sous-entendus dans les informations prospectives en question.

Caractère significatif

En vue de déterminer les informations qui doivent être présentées dans ce rapport, la direction applique le concept de caractère significatif comme guide pour la présentation. La direction estime que des informations sont significatives s'il est vraisemblable que leur omission ou une anomalie les concernant, appréciée par rapport aux circonstances particulières, puisse influencer sur les décisions économiques prises par les partenaires de l'ACSTA.

Aperçu de l'organisation

Établie le 1^{er} avril 2002, l'ACSTA est une société d'État mandataire. Elle rend compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre des Transports. Sa mission est de protéger le public voyageur en offrant le plus haut niveau de contrôle de sûreté aérienne.

L'ACSTA s'acquitte du mandat d'effectuer le contrôle de sécurité dans 89 aéroports désignés au pays au moyen d'un modèle faisant appel à des fournisseurs de services de contrôle externes. Jouant un rôle central dans le système d'aviation du Canada, l'ACSTA est chargée d'exécuter les quatre activités suivantes qui sont prévues dans son mandat :

- le contrôle préembarquement (CPE) : Le contrôle des passagers, de leurs bagages de cabine et de leurs effets personnels avant leur entrée dans la zone sécurisée d'une aérogare.

- le contrôle des bagages enregistrés (CBE) : Le contrôle de tous les bagages enregistrés (ou bagages de soute) des passagers afin de détecter des articles interdits, comme les explosifs, avant qu'ils soient chargés dans un aéronef.
- le contrôle des non-passagers : Le contrôle des non-passagers, tels que le personnel navigant, le personnel de piste et les employés de l'aéroport, ainsi que leurs effets personnels - y compris les véhicules et leur contenu - qui pénètrent dans les zones réglementées des aéroports qui présentent les risques les plus élevés.
- le programme de carte d'identité pour les zones réglementées (CIZR) : La gestion du système qui utilise des lecteurs biométriques de l'iris et des empreintes digitales pour permettre aux non-passagers autorisés d'accéder aux zones réglementées de l'aéroport. L'administration aéroportuaire est l'autorité de dernière instance en matière d'accès aux zones réglementées d'un aéroport.

Outre ses activités obligatoires, l'ACSTA a également une entente avec Transports Canada (TC) pour offrir des services de contrôle du fret aux petits aéroports, là où la capacité de contrôle existe. Ce programme, destiné à contrôler de petites quantités de fret en dehors des heures de pointe, prévoit l'utilisation du matériel technologique et des ressources en place.

Contexte opérationnel

Le gouvernement du Canada reçoit le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien et finance l'ACSTA au moyen de crédits parlementaires provenant du Trésor fédéral pour ses charges d'exploitation et ses dépenses en immobilisations. Le budget de 2023 a accordé un financement supplémentaire de 1 746 millions de dollars (net) sur trois ans pour continuer à protéger le public en assurant la sûreté des éléments essentiels du système de transport aérien. Ce financement soutient le contrôle obligatoire des non-passagers et la prestation d'un niveau de service relatif au temps d'attente de 95/15. De plus, il a permis à l'ACSTA de planifier à plus long terme, de mener des consultations ciblées et intentionnelles auprès de l'industrie, de la collectivité et des partenaires gouvernementaux et de prévoir des investissements dans les nouvelles technologies et le déploiement de celles-ci.

Avant le budget de 2023, l'ACSTA comptait sur un financement supplémentaire annuel du gouvernement du Canada pour mener à bien ses activités. Ce financement supplémentaire prend fin en 2025-2026 et l'ACSTA aura besoin d'un financement supplémentaire en 2026-2027 et au-delà pour remplir son mandat principal.

Selon les statistiques produites par le Système de sûreté des cartes d'embarquement de l'ACSTA, et d'autres sources de données, le nombre de personnes contrôlées au Canada est passé à environ 17 millions de passagers pour le trimestre clos le 31 décembre 2025 comparativement à 16,8 millions de passagers pour la période correspondante de 2024. L'ACSTA travaille en étroite collaboration avec ses fournisseurs de services de contrôle, Transports Canada et les partenaires externes, pour appuyer l'industrie aéronautique.

Le budget de 2025 a annoncé les résultats de l'Examen exhaustif des dépenses (EED) selon lesquels le financement de l'ACSTA diminuera de 30,5 millions de dollars en 2026-2027, de 31,8 millions de dollars en 2027-2028 et de 48,9 millions de dollars à partir de 2028-2029. L'ACSTA collaborera avec Transports Canada pour mettre en œuvre ces réductions, tout en tenant compte du mandat de sûreté de l'organisation et de sa mission fondamentale, qui consiste à assurer le déplacement sécurisé et efficace des personnes et des marchandises dans le réseau de transport aérien du Canada et à l'international, contribuant ainsi à la sécurité nationale.

Services de contrôle selon le principe de recouvrement des coûts

Au cours des années précédentes, l'ACSTA a fourni des services de contrôle selon le principe du recouvrement des coûts à certains aéroports désignés et non désignés. En 2025-2026, l'ACSTA a signé un accord avec l'Aéroport métropolitain de Montréal pour appuyer le lancement prochain des opérations commerciales en fonction du cadre de recouvrement des coûts établi par la *Loi sur l'ACSTA*, sous réserve de l'approbation de Transports Canada.

Risque et incertitudes

L'ACSTA maintient une gestion efficace des risques de l'entreprise afin de s'assurer que les risques sont identifiés, évalués et gérés de manière appropriée. Une évaluation complète des risques d'entreprise de l'Administration, des répercussions potentielles et des mesures d'atténuation est publiée dans le *Rapport annuel 2025* de l'ACSTA.

Analyse des résultats financiers

État intermédiaire résumé du résultat global

La présente partie du rapport décrit les écarts principaux constatés à l'état intermédiaire résumé du résultat global pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre 2025 et 2024.

Points saillants financiers – État intermédiaire résumé du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)

(non audité)	Trimestres clos le 31 décembre				Périodes de neuf mois closes le 31 décembre			
	2025	2024	Écart en \$	Écart en %	2025	2024	Écart en \$	Écart en %
Charges¹								
Services de contrôle et autres coûts connexes	226 991 \$	213 546 \$	13 445 \$	6,3 %	678 875 \$	623 828 \$	55 047 \$	8,8 %
Exploitation et entretien du matériel	12 413	12 103	310	2,6 %	38 593	38 761	(168)	(0,4 %)
Soutien des programmes et services généraux	29 706	28 023	1 683	6,0 %	83 448	80 067	3 381	4,2 %
Amortissement	14 807	13 094	1 713	13,1 %	42 966	37 259	5 707	15,3 %
Total des charges	283 917	266 766	17 151	6,4 %	843 882	779 915	63 967	8,2 %
Autres charges (produits)	533	(756)	1 289	171 %	1 620	(501)	2 121	423 %
Performance financière avant les produits et le financement public	284 450	266 010	18 440	6,9 %	845 502	779 414	66 088	8,5 %
Produits	534	721	(187)	(25,9 %)	1 787	2 607	(820)	(31,5 %)
Financement public								
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation	265 806	250 639	15 167	6,1 %	790 620	733 369	57 251	7,8 %
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations	14 074	12 746	1 328	10,4 %	40 607	35 515	5 092	14,3 %
Crédits parlementaires pour les paiements de loyers	979	804	175	21,8 %	2 907	2 382	525	22,0 %
Total du financement public	280 859	264 189	16 670	6,3 %	834 134	771 266	62 868	8,2 %
Performance financière	(3 057) \$	(1 100) \$	(1 957) \$	(178 %)	(9 581) \$	(5 541) \$	(4 040) \$	(72,9 %)
Autres éléments du résultat global	4 830	5 799	(969)	(16,7 %)	32 459	9 710	22 749	234,3 %
Résultat global total	1 773 \$	4 699 \$	(2 926) \$	(62,3 %)	22 878 \$	4 169 \$	18 709 \$	448,8 %

¹ Les charges d'exploitation sont présentées par activité de programme dans l'état intermédiaire résumé du résultat global, alors qu'elles sont présentées par type de charge dans le tableau ci-dessus, conformément à la note complémentaire 11 des états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025.

Services de contrôle et autres coûts connexes

Les charges relatives aux services de contrôle et autres coûts connexes ont augmenté de 13 445 \$ (6,3 %) et de 55 047 \$ (8,8 %) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2024. Les augmentations sont principalement attribuables aux hausses annuelles des taux de facturation, soit 9 012 \$ et 35 056 \$ respectivement, ainsi qu'aux changements apportés au programme de contrôle des non-passagers totalisant 2 143 \$ et 7 670 \$ respectivement. L'augmentation pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2025 est également attribuable au déploiement de facilitateurs bilingues afin d'améliorer l'expérience client et de garantir que les procédures de contrôle respectent la dignité de tous les voyageurs, y compris ceux qui ont des besoins en matière d'accessibilité, pour un montant total de 7 138 \$.

Soutien des programmes et services généraux

Les charges relatives au soutien des programmes et des services généraux ont augmenté de 1 683 \$ (6,0 %) et de 3 381 \$ (4,2 %) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2024. Ces augmentations sont

principalement attribuables à la hausse des coûts liés au personnel, en partie due aux coûts liés aux réductions d'effectifs dans le cadre de l'EED.

Amortissement

L'amortissement pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025 a augmenté de 1 713 \$ (13,1 %) et de 5 707 \$ (15,3 %), respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2024. Ces augmentations sont principalement attribuables aux déploiements de nouveaux équipements et à la modification de la durée de vie utile de certains équipements de contrôle de l'ACSTA.

Autres charges (produits)

Les autres charges ont augmenté de 1 289 \$ (171 %) et de 2 121 \$ (423 %) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2024. La variation est principalement attribuable aux pertes nettes sur la juste valeur des instruments financiers dérivés.

Financement public

Le gouvernement du Canada reçoit le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien et finance l'ACSTA au moyen de crédits parlementaires provenant du Trésor fédéral pour ses charges d'exploitation et ses dépenses en immobilisations. Les paiements de loyers de l'ACSTA qui sont capitalisés selon la norme IFRS 16 sont financés par les crédits pour les dépenses en immobilisations.

Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation

Les montants des crédits parlementaires pour les charges d'exploitation ont augmenté de 15 167 \$ (6,1 %) et de 57 251 \$ (7,8 %) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2024. Ces augmentations sont principalement attribuables à la hausse des charges au titre des services de contrôle et des autres coûts connexes, décrite précédemment.

Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations

L'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations a augmenté de 1 328 \$ (10,4 %) et de 5 092 \$ (14,3 %) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2024. Ces augmentations s'expliquent principalement par l'augmentation du montant de l'amortissement, décrite précédemment.

Crédits parlementaires pour les paiements de loyers

Les paiements de loyers de l'ACSTA sont généralement versés au cours du mois où les crédits parlementaires correspondants sont reçus. Il n'y a donc aucun financement public différé associé à ces dépenses.

Autres éléments du résultat global

Les autres éléments du résultat global comprennent les réévaluations trimestrielles sans effet sur la trésorerie découlant de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et au rendement des actifs des régimes de retraite.

Le gain au titre des autres éléments du résultat global de 4 830 \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2025 était principalement attribuable à un gain de réévaluation de 4 897 \$ du passif au titre des prestations définies découlant d'une augmentation de 10 points de base du taux d'actualisation entre le 30 septembre 2025 et le 31 décembre 2025.

Le gain au titre des autres éléments du résultat global de 5 799 \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2024 a été principalement attribuable à un gain de réévaluation de 4 626 \$ du passif au titre des prestations définies qui s'explique par une augmentation du taux d'actualisation de 10 points de base entre le 30 septembre 2024 et le 31 décembre 2024. Ce gain a aussi été attribuable à un gain de réévaluation de 1 173 \$ résultant d'un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur à celui utilisé par l'ACSTA dans ses hypothèses.

Le gain au titre des autres éléments du résultat global de 32 459 \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2025 était principalement attribuable à un gain de réévaluation de 17 624 \$ résultant d'un taux de rendement réel sur les actifs des régimes supérieur au taux posé comme hypothèse par l'ACSTA. Il était aussi attribuable à un gain de réévaluation de 14 835 \$ du passif au titre des prestations définies qui s'explique par une augmentation du taux d'actualisation de 30 points de base entre le 31 mars 2025 et le 31 décembre 2025.

Le gain au titre des autres éléments du résultat global de 9 710 \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2024 a été attribuable à un gain de réévaluation de 13 815 \$ résultant d'un taux de rendement réel sur les actifs des régimes supérieur au taux posé comme hypothèse par l'ACSTA. Il a été partiellement compensé par une perte de réévaluation de 4 105 \$ du passif au titre des prestations définies qui s'explique par une diminution du taux d'actualisation de 10 points de base entre le 31 mars 2024 et le 31 décembre 2024.

Pour plus de renseignements, se reporter à la note complémentaire 8 des états financiers intermédiaires résumés non audités.

État intermédiaire résumé de la situation financière

La présente section décrit les principaux écarts observés à l'état intermédiaire résumé de la situation financière au 31 décembre 2025, comparativement au 31 mars 2025.

Points saillants financiers - État intermédiaire résumé de la situation financière				
(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	31 décembre 2025	31 mars 2025	Écart en \$	Écart en %
Actifs courants	199 162 \$	210 820 \$	(11 658) \$	(5,5 %)
Actifs non courants	522 920	476 565	46 355	9,7 %
Total des actifs	722 082 \$	687 385 \$	34 697 \$	5,0 %
Passifs courants	210 490 \$	213 684 \$	(3 194) \$	(1,5 %)
Passifs non courants	447 457	432 444	15 013	3,5 %
Total des passifs	657 947 \$	646 128 \$	11 819 \$	1,8 %

Actifs

Les actifs courants ont diminué de 11 658 \$ (5,5 %) surtout pour les raisons suivantes :

- une diminution de 76 997 \$ de la trésorerie principalement en raison du moment où les fonds ont été reçus du gouvernement du Canada;
- une diminution de 2 336 \$ des stocks, principalement en raison de l'utilisation nette des uniformes;
- une diminution des charges payées d'avance de 2 116 \$ en raison de l'impact de l'amortissement, moins les ajouts; et
- une augmentation de 70 576 \$ en raison d'une augmentation des crédits parlementaires à recevoir, partiellement compensée par une diminution au titre des services de contrôle et autres taxes de vente à recevoir et recouvrables.

Les actifs non courants ont augmenté de 46 355 \$ (9,7 %) surtout pour les raisons suivantes :

- une augmentation de 29 322 \$ liée au régime de retraite enregistré et au régime de retraite supplémentaire de l'ACSTA;
- une augmentation de 19 687 \$ des immobilisations corporelles et incorporelles principalement due à des acquisitions de 60 392 \$, partiellement compensée par un amortissement totalisant 40 477 \$; et
- une diminution de 2 595 \$ imputable à l'amortissement.

Passifs

Les passifs courants ont diminué de 3 194 \$ (1,5 %) surtout pour les raisons suivantes :

- une diminution de 4 452 \$ du financement public différé lié aux charges d'exploitation en raison de la réduction des stocks et des charges payées d'avance, comme cela est indiqué ci-dessus; et
- une augmentation de 1 145 \$ des fournisseurs et autres créditeurs en raison du moment où les décaissements ont été effectués en lien avec les obligations non réglées auprès des fournisseurs.

Les passifs non courants ont augmenté de 15 013 \$ (3,5 %) surtout pour les raisons suivantes :

- une augmentation du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations de 17 219 \$ découlant des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations de 57 826 \$ dépassant l'amortissement du financement public différé lié aux immobilisations de 40 607 \$; et
- une diminution de la partie non courante des obligations locatives de 2 528 \$ principalement en raison des paiements de location en cours.

Performance financière par rapport au plan d'entreprise

Les activités de l'ACSTA sont financées au moyen des crédits parlementaires accordés par le gouvernement du Canada et sont décrites dans le *Résumé du plan d'entreprise 2025-2026 à 2029-2030* de l'ACSTA.

Utilisation des crédits parlementaires

Les crédits parlementaires utilisés sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité de caisse modifiée.

Charge d'exploitation

Le tableau ci-après permet d'effectuer un rapprochement entre la performance financière avant le financement public comptabilisée selon les IFRS et les crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation :

Rapprochement de la performance financière et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation					
(en milliers de dollars canadiens) (non audités)		Trimestres clos le 31 décembre		Périodes de neuf mois closes le 31 décembre	
		2025	2024	2025	2024
Performance financière avant les produits et le financement public		284 450	\$ 266 010	\$ 845 502	\$ 779 414
Produits		(534)	(721)	(1 787)	(2 607)
Performance financière avant le financement public		283 916	265 289	843 715	776 807
Ajustement pour le recouvrement des coûts ¹		(268)	-	(268)	-
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement		(14 807)	(13 094)	(42 966)	(37 259)
Charges à payer pour les frais d'employés ²		(1 497)	(1 462)	(4 665)	(4 742)
Charges au titre des avantages du personnel ³		(825)	(684)	(2 953)	(1 697)
Gain (perte) de change hors trésorerie comptabilisé en performance financière		(240)	(29)	(500)	(47)
Variation de la juste valeur des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat		(203)	1 145	(1 053)	1 177
Charges financières sans effet sur la trésorerie liées aux contrats de location		(153)	(166)	(481)	(510)
Charges au titre des pièces de rechange provenant des immobilisations		(59)	(360)	(122)	(360)
Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles		(58)	-	(39)	-
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles		-	-	(48)	-
Crédits utilisés pour les charges d'exploitation		265 806	\$ 250 639	\$ 790 620	\$ 733 369
Autres éléments affectant le financement					
Variation nette des charges payées d'avance et des stocks ⁴		(332)	1 144	(4 452)	(3 944)
Total des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation		265 474	\$ 251 783	\$ 786 168	\$ 729 425

¹ Les services sont fournis à l'Aéroport métropolitain de Montréal (MET) selon le principe de recouvrement des coûts. Les dépenses d'exploitation engagées ne sont pas financées par des crédits, ce qui crée un élément de rapprochement.

² Les charges à payer pour les frais d'employés sont des ajustements comptables qui se composent des sommes engagées au titre de la rémunération variable et des indemnités de vacances utilisées et constituées au 31 décembre 2025. Ces frais sont comptabilisés selon la comptabilité de caisse modifiée seulement à la fin de l'exercice, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement lors des périodes intermédiaires.

³ Les charges au titre des avantages du personnel sont comptabilisées dans l'état intermédiaire résumé du résultat global conformément aux IFRS. L'élément de rapprochement susmentionné représente la différence entre les versements en espèces au titre des avantages du personnel et la charge comptable selon les IFRS.

⁴ Les charges et les stocks payés d'avance au moyen des crédits pour les charges d'exploitation sont passés en charges au fur et à mesure qu'un avantage lié à l'actif est obtenu par l'ACSTA. Ils sont financés au moyen des crédits parlementaires au moment où les achats sont faits, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

Dépenses en immobilisations

Le tableau ci-après résume le rapprochement entre les dépenses en immobilisations présentées selon les IFRS et les crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations.

Rapprochement des dépenses en immobilisations et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations				
(en milliers de dollars canadiens)				
(non audités)				
	Trimestres clos le		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes le 31 décembre	
	2025	2024	2025	2024
Matériel lié aux systèmes de détection d'explosifs (SDE)	26 116 \$	8 222 \$	56 630 \$	33 134 \$
Matériel non lié aux systèmes de détection d'explosifs (non SDE)	1 629	1 656	3 762	3 453
Paielements de loyers	979	804	2 907	2 382
Total des dépenses en immobilisations	28 724 \$	10 682 \$	63 299 \$	38 969 \$
Ajustement pour le recouvrement des coûts ¹	(2 498)	-	(2 908)	-
Ajustement hors trésorerie pour la conversion de devises	239	-	361	17
Produits de la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	(19)	-
Total des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations	26 465 \$	10 682 \$	60 733 \$	38 986 \$

¹ L'équipement acheté pour l'Aéroport métropolitain de Montréal (MET) est fourni selon le principe de recouvrement des coûts. Les dépenses en immobilisations engagées ne sont pas financées par des crédits parlementaires, ce qui crée un élément de rapprochement.

Crédits parlementaires utilisés par rapport au plan d'entreprise

Les crédits parlementaires utilisés pour les charges d'exploitation pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2025 ont été inférieurs à ce qui était prévu. Cela est principalement dû au retard dans l'introduction des modifications apportées par Transports Canada aux mesures de sûreté relatives au programme de contrôle des non-passagers de l'ACSTA. Le reste des charges d'exploitation correspondent largement au budget de fonctionnement décrit dans le *Résumé du plan d'entreprise 2025-2026 à 2029-2030 de l'ACSTA* approuvé pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2025.

Les crédits parlementaires utilisés pour les dépenses en immobilisations pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2025 ont été inférieurs à ce qui était prévu. Cela est principalement dû aux retards accusés dans les dépenses en immobilisations relativement aux projets liés et non liés aux SDE résultant principalement des retards des fournisseurs et des changements dans les plans des projets aéroportuaires.

L'ACSTA est en bonne voie d'atteindre les objectifs opérationnels pour l'année en cours, tels qu'ils sont décrits dans son *Résumé du plan d'entreprise 2025-2026 à 2029-2030*.

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés non audités conformément à la norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire* et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers intermédiaires résumés non audités.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de l'ACSTA aux dates de clôture présentées dans les états financiers intermédiaires résumés non audités et pour les périodes closes à ces dates.



Neil Parry
Président et chef de la direction par intérim

Ottawa, Canada
19 février 2026



Nancy Fitchett, CPA, CA
Vice-présidente, Affaires organisationnelles et
chef des services financiers

Ottawa, Canada
19 février 2026

États financiers intermédiaires résumés

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

31 décembre 2025

(non audités)

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

(non audités)

État intermédiaire résumé de la situation financière

(en milliers de dollars canadiens)

	31 décembre 2025	31 mars 2025
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie	25 218 \$	102 215 \$
Clients et autres débiteurs (note 4)	150 947	80 371
Stocks	16 440	18 776
Dépenses payées d'avance	6 487	8 603
Actifs financiers dérivés	70	855
	199 162	210 820
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles (note 5)	403 487	382 154
Immobilisations incorporelles (note 6)	11 233	12 879
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 7)	14 069	16 664
Actif au titre des avantages du personnel (note 8)	94 131	64 809
Actifs financiers dérivés	-	59
	522 920	476 565
Total des actifs	722 082 \$	687 385 \$
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs	184 094 \$	182 949 \$
Retenues de garantie	31	35
Obligations locatives (note 7)	3 248	3 263
Financement public différé lié aux charges d'exploitation (note 10)	22 927	27 379
Passifs financiers dérivés	190	58
	210 490	213 684
Passifs non courants		
Obligations locatives (note 7)	13 210	15 738
Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 10)	406 909	389 690
Passif au titre des avantages du personnel (note 8)	22 261	22 445
Revenu différé - services de contrôle - autres	5 000	4 571
Passifs financiers dérivés	77	-
	447 457	432 444
Capitaux propres		
Surplus accumulé	64 135	41 257
Total des passifs et des capitaux propres	722 082 \$	687 385 \$

Éventualités (note 9) et engagements contractuels (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

(non audités)

État intermédiaire résumé du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos le 31 décembre		Périodes de neuf mois closes le 31 décembre	
	2025	2024	2025	2024
Charges				
Contrôle préembarquement	175 285 \$	169 372 \$	529 227 \$	496 220 \$
Contrôle des bagages enregistrés	47 535	42 916	139 953	125 821
Contrôle des non-passagers	42 791	37 854	125 318	111 269
Programme de carte d'identité pour les zones réglementées	970	1 120	3 028	3 570
Services généraux	17 336	15 504	46 356	43 035
Total des charges (note 11)	283 917	266 766	843 882	779 915
Autres charges (produits)				
Perte nette (gain net) sur la juste valeur d'instruments financiers dérivés	203	(1 145)	1 053	(1 177)
Charges financières	154	167	491	516
Perte (gain) de change	118	222	(11)	160
Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	58	-	39	-
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-	48	-
Total des autres charges (produits)	533	(756)	1 620	(501)
Performance financière avant les produits et le financement public	284 450	266 010	845 502	779 414
Produits				
Produits financiers	510	707	1 720	2 566
Produits divers	24	14	67	41
Total des produits	534	721	1 787	2 607
Financement public				
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation	265 806	250 639	790 620	733 369
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations	14 074	12 746	40 607	35 515
Crédits parlementaires pour les paiements de loyers	979	804	2 907	2 382
Total du financement public (note 10)	280 859	264 189	834 134	771 266
Performance financière	(3 057) \$	(1 100) \$	(9 581) \$	(5 541) \$
Autres éléments du résultat global				
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière				
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 8)	4 830	5 799	32 459	9 710
Résultat global total	1 773 \$	4 699 \$	22 878 \$	4 169 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

(non audités)

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le 31 décembre :		Surplus accumulé
Solde au 30 septembre 2025		62 362 \$
Performance financière		(3 057)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière		
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 8)		4 830
Solde au 31 décembre 2025		64 135 \$
Solde au 30 septembre 2024		36 371 \$
Performance financière		(1 100)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière		
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 8)		5 799
Solde au 31 décembre 2024		41 070 \$

Pour les périodes de neuf mois closes le 31 décembre :

	Surplus accumulé
Solde au 31 mars 2025	41 257 \$
Performance financière	(9 581)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 8)	32 459
Solde au 31 décembre 2025	64 135 \$
Solde au 31 mars 2024	36 901 \$
Performance financière	(5 541)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 8)	9 710
Solde au 31 décembre 2024	41 070 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

(non audités)

Tableau intermédiaire résumé des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos le		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes le 31 décembre	
	2025	2024	2025	2024
Flux de trésorerie liés aux				
Activités d'exploitation				
Performance financière	(3 057) \$	(1 100) \$	(9 581) \$	(5 541) \$
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement (note 11)	14 807	13 094	42 966	37 259
Variation de l'actif/du passif net au titre des avantages du personnel	825	684	2 953	1 697
Variation de la juste valeur des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	203	(1 145)	1 053	(1 177)
Autres transactions sans effet sur la trésorerie	59	360	122	360
Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	58	-	39	-
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 10)	(14 074)	(12 746)	(40 607)	(35 515)
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-	48	-
Variation nette des soldes du fonds de roulement (note 15)	(18 327)	(34 334)	(89 025)	(16 579)
	(19 506)	(35 187)	(92 032)	(19 496)
Activités d'investissement				
Crédits parlementaires reçus pour le financement d'immobilisations (note 10)	33 021	10 196	64 731	38 474
Acquisition d'immobilisations corporelles	(18 771)	(11 532)	(47 150)	(22 959)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(35)	(110)	(109)	(770)
	14 215	(1 446)	17 472	14 745
Activités de financement				
Paiements de capital sur les obligations locatives	(825)	(639)	(2 437)	(1 873)
	(825)	(639)	(2 437)	(1 873)
Diminution de la trésorerie	(6 116)	(37 272)	(76 997)	(6 624)
Trésorerie à l'ouverture de la période	31 334	40 603	102 215	9 955
Trésorerie à la clôture de la période	25 218 \$	3 331 \$	25 218 \$	3 331 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025
(en milliers de dollars canadiens)
(non auditées)

1. Renseignements sur l'organisation

L'ACSTA est une société d'État visée par la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Elle est une mandataire de Sa Majesté du chef du Canada. Le mandat de l'ACSTA est d'assurer un contrôle efficace et efficient des personnes qui accèdent aux aéronefs ou aux zones réglementées par un point de contrôle, des biens en leur possession ou sous leur contrôle et des effets personnels ou des bagages qu'elles donnent à un transporteur aérien pour le transport.

L'ACSTA est financée par des crédits parlementaires et rend compte au Parlement par l'entremise du ministre des Transports. En 2025-2026, l'ACSTA a signé un accord avec l'Aéroport métropolitain de Montréal pour appuyer le lancement prochain des opérations commerciales en fonction du cadre de recouvrement des coûts établi en vertu de la *Loi sur l'ACSTA*.

En janvier 2026, le décret C.P. 2026-0009 a été délivré en vertu de l'article 89 de la LGFP, qui enjoint à l'ACSTA d'harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques avec le *Cadre de la politique d'approvisionnement Achetez canadien* ainsi qu'avec les instruments de politique émis en vertu de l'article 6 de ce cadre, d'une manière conforme à son mandat. L'ACSTA harmonisera ses politiques, lignes directrices et pratiques d'ici le 1^{er} avril 2026.

Le Conseil d'administration a autorisé la publication des présents états financiers intermédiaires résumés le 19 février 2026.

2. Base d'établissement

Les états financiers intermédiaires résumés ont été établis conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), telle qu'elle est publiée par le Conseil des normes comptables internationales (IASB) et approuvée par le Conseil des normes comptables du Canada.

L'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que la plupart des sociétés d'État mères préparent et publient des rapports financiers trimestriels conformément à la *Directive sur les normes comptables : Lignes directrices GC 5200 Rapport financier trimestriel des sociétés d'État* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas été audités ni examinés par l'auditeur externe de l'ACSTA.

Comme l'autorise l'IAS 34, les présents états financiers intermédiaires résumés sont présentés de façon résumée et, par conséquent, ne renferment pas toutes les informations qui doivent être fournies pour être conformes, dans tous les aspects significatifs, aux dispositions des IFRS relatives aux informations à fournir applicables aux états financiers annuels. Les présents états financiers intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans le jeu complet d'états financiers annuels audités le plus récents. Par conséquent, ils devraient être lus conjointement avec les états financiers annuels audités de l'ACSTA pour l'exercice clos le 31 mars 2025.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf dans les cas permis ou requis par les IFRS, et comme indiqué dans la note 3 des états financiers annuels audités de l'ACSTA pour l'exercice clos le 31 mars 2025. Le coût historique est généralement fondé sur la juste valeur de la contrepartie donnée en échange des biens et services à la date de la transaction.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025
(en milliers de dollars canadiens)
(non auditées)

3. Résumé des informations significatives sur les méthodes comptables

Les informations significatives sur les méthodes comptables dans les présents états financiers intermédiaires résumés sont décrites à la note 3 des états financiers annuels audités de l'ACSTA pour l'exercice clos le 31 mars 2025.

4. Clients et autres débiteurs

Les clients et autres débiteurs sont composés des éléments suivants :

	31 décembre 2025	31 mars 2025
Crédits parlementaires	136 901 \$	59 665 \$
TPS et TVH à recouvrer	10 350	12 248
TVP à recouvrer	3 652	3 204
Services de contrôle – autres	44	5 254
	150 947 \$	80 371 \$

Le poste Services de contrôle – autres concerne les services fournis à l'Aéroport métropolitain de Montréal selon le principe de recouvrement des coûts.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025
(en milliers de dollars canadiens)
(non auditées)

5. Immobilisations corporelles

Le rapprochement des immobilisations corporelles se présente comme suit :

	Matériel de CPE	Matériel de CBE	Matériel de CNP	Matériel pour l'utilisation de la CIZR	Matériels informatique, électronique et autre	Améliorations locatives	Travaux en cours	Total
Coût au 1 avril 2025	184 491 \$	675 386 \$	22 273 \$	4 261 \$	27 806 \$	7 788 \$	40 234 \$	962 239 \$
Entrées	22 005	2 045	(68)	23	1 515	36	34 719	60 275
Sorties/ Radiations	(3 645)	(1 387)	(149)	-	(936)	(83)	(48)	(6 248)
Transferts	9 749	11 900	162	768	3 178	-	(25 757)	-
Coût au 31 décembre 2025	212 600 \$	687 944 \$	22 218 \$	5 052 \$	31 563 \$	7 741 \$	49 148 \$	1 016 266 \$
Amortissement cumulé au 1 avril 2025	113 158 \$	421 994 \$	17 627 \$	1 732 \$	19 842 \$	5 732 \$	- \$	580 085 \$
Amortissement	8 842	25 291	565	597	2 872	547	-	38 714
Sorties/ Radiations	(3 483)	(1 369)	(149)	-	(936)	(83)	-	(6 020)
Amortissement cumulé 31 décembre 2025	118 517 \$	445 916 \$	18 043 \$	2 329 \$	21 778 \$	6 196 \$	- \$	612 779 \$
Valeur comptable au 31 décembre 2025	94 083 \$	242 028 \$	4 175 \$	2 723 \$	9 785 \$	1 545 \$	49 148 \$	403 487 \$

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025
(en milliers de dollars canadiens)
(non auditées)

6. Immobilisations incorporelles

Le rapprochement des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

	Logiciels acquis à l'extérieur		Logiciels générés à l'interne		En développe- ment		Total
Coût au 1 avril 2025	13 906	\$	17 217	\$	612	\$	31 735 \$
Entrées	-		(4)		121		117
Radiations	(719)		(417)		-		(1 136)
Transferts	-		612		(612)		-
Coût au 31 décembre 2025	13 187	\$	17 408	\$	121	\$	30 716 \$
Amortissement cumulé au 1 avril 2025	7 783	\$	11 073	\$	-	\$	18 856 \$
Entrées	704		1 059		-		1 763
Radiations	(719)		(417)		-		(1 136)
Amortissement cumulé 31 décembre 2025	7 768	\$	11 715	\$	-	\$	19 483 \$
Valeur comptable au 31 décembre 2025	5 419	\$	5 693	\$	121	\$	11 233 \$

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025
(en milliers de dollars canadiens)
(non auditées)

7. Contrats de location

Actifs au titre de droits d'utilisation

Le rapprochement des actifs au titre de droits d'utilisation se présente comme suit :

	Espaces à bureaux	Centres de données	Total
Solde au 1 avril 2025	16 192 \$	472 \$	16 664 \$
Entrées	100		100
Diminutions	(206)		(206)
Amortissement	(2 331)	(158)	(2 489)
Solde au 31 décembre 2025	13 755 \$	314 \$	14 069 \$

Obligations locatives

L'ACSTA a pris en compte les options de prolongation pour évaluer ses obligations locatives lorsqu'elle avait la certitude raisonnable de les exercer.

Le rapprochement des obligations locatives se présente comme suit :

	31 décembre 2025	31 mars 2025
Solde à l'ouverture de la période	19 001 \$	19 197 \$
Entrées	100	2 667
Charges financières	470	674
Paievements de loyers (note 10)	(2 907)	(3 242)
Diminutions	(206)	(307)
Réévaluation au titre du taux de change		12
Solde à la clôture de la période	16 458 \$	19 001 \$
Solde à la clôture de la période		
Partie courante	3 248 \$	3 263 \$
Partie non courante	13 210 \$	15 738 \$

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025
(en milliers de dollars canadiens)
(non auditées)

L'ACSTA a comptabilisé les charges suivantes qui ne sont pas incluses dans l'évaluation des obligations locatives :

	Trimestres clos le 31 décembre		Périodes de neuf mois closes le 31 décembre	
	2025	2024	2025	2024
Paiements de loyers variables ¹	510 \$	512 \$	1 500 \$	1 524 \$
Contrats de location à court terme	15	146	28	450
Contrats de location de faible valeur	19	11	33	36
Autres frais de location (note 11)	544 \$	669 \$	1 561 \$	2 010 \$

¹ Les paiements de loyers variables comprennent les frais d'exploitation, les impôts fonciers, les assurances et les autres frais liés aux services.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025, le total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location comptabilisé par l'ACSTA s'est élevé à 1 523 \$ (1 473 \$ en 2024) et à 4 468 \$ (4 392 \$ en 2024), respectivement.

Le tableau ci-après présente une analyse des échéances des flux de trésorerie non actualisés pour les obligations locatives contractuelles :

	31 décembre 2025	31 mars 2025
Moins d'un an	6 267 \$	5 957 \$
D'un à cinq ans	6 969	10 257
Plus de cinq ans	282	471
	13 518 \$	16 685 \$

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025
(en milliers de dollars canadiens)
(non auditées)

8. Avantages du personnel

Actif et passif au titre des avantages du personnel

L'actif et le passif au titre des avantages du personnel comptabilisés et présentés dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière se présentent comme suit :

	31 décembre 2025	31 mars 2025
Actif au titre des avantages du personnel		
Régime de retraite enregistré (RRE)	91 064 \$	63 391 \$
Régime de retraite supplémentaire (RRS)	3 067	1 418
	94 131	64 809
Passif au titre des avantages du personnel		
Autre régime à prestations définies (ARPD)	(22 261)	(22 445)
	(22 261)	(22 445)
Avantages du personnel – actif net	71 870 \$	42 364 \$

Coûts des avantages du personnel

Les composantes des coûts des avantages du personnel se présentent comme suit :

	Trimestres clos le 31 décembre							
	RRE		RRS		ARPD		Total	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Coût des prestations définies comptabilisé en performance financière								
Coût des services rendus au cours de la période	1 327 \$	1 299 \$	36 \$	31 \$	157 \$	132 \$	1 520 \$	1 462 \$
Frais administratifs	81	82	6	6	-	-	87	88
Charges d'intérêts sur les passifs au titre des prestations définies	2 882	2 751	104	90	275	230	3 261	3 071
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(3 563)	(3 357)	(121)	(111)	-	-	(3 684)	(3 468)
	727 \$	775 \$	25 \$	16 \$	432 \$	362 \$	1 184 \$	1 153 \$
Réévaluation des régimes à prestations définies comptabilisée dans les autres éléments du résultat global								
Rendement des actifs des régimes, en excluant les produits d'intérêts	(194) \$	1 089 \$	127 \$	84 \$	- \$	- \$	(67) \$	1 173 \$
Gains actuariels	4 335	4 143	149	132	413	351	4 897	4 626
	4 141 \$	5 232 \$	276 \$	216 \$	413 \$	351 \$	4 830 \$	5 799 \$

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025
(en milliers de dollars canadiens)
(non auditées)

	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre							
	RRE		RRS		ARPD		Total	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Coût (produits) des prestations définies comptabilisé en performance financière								
Coût des services rendus au cours de la période	3 979 \$	3 897 \$	108 \$	93 \$	472 \$	396 \$	4 559 \$	4 386 \$
Frais administratifs	243	244	18	18	-	-	261	262
Charges d'intérêts sur les passifs au titre des prestations définies	8 646	8 253	312	271	823	691	9 781	9 215
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(10 689)	(10 071)	(361)	(332)	-	-	(11 050)	(10 403)
	2 179 \$	2 323 \$	77 \$	50 \$	1 295 \$	1 087 \$	3 551 \$	3 460 \$

Réévaluation des régimes à prestations définies comptabilisée dans les autres éléments du résultat global

Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des produits d'intérêts	16 733 \$	13 492 \$	891 \$	323 \$	- \$	- \$	17 624 \$	13 815 \$
Gains (pertes) actuariels	13 119	(3 626)	457	(132)	1 259	(347)	14 835	(4 105)
	29 852 \$	9 866 \$	1 348 \$	191 \$	1 259 \$	(347) \$	32 459 \$	9 710 \$

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025, l'ACSTA a comptabilisé des charges de 479 \$ (430 \$ en 2024) et de 1 239 \$ (1 087 \$ en 2024), respectivement, relativement à la composante à cotisations définies du RRE.

Principales hypothèses actuarielles

Les hypothèses utilisées pour évaluer les actifs et passifs au titre des régimes à prestations définies sont examinées et, au besoin, modifiées à chaque période de présentation de l'information financière. Cet examen porte habituellement sur les taux d'actualisation et le taux de rendement réel des actifs du régime par rapport aux taux estimés, afin de refléter les hypothèses et les circonstances actuelles. Les modifications des hypothèses actuarielles entraînent des gains ou des pertes de réévaluation comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, des gains de réévaluation de 4 830 \$ ont été enregistrés à la suite d'une augmentation du taux d'actualisation de 10 points de base (de 5,00 % au 30 septembre 2025 à 5,10 % au 31 décembre 2025).

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, des gains de réévaluation de 5 799 \$ ont été enregistrés à la suite d'une augmentation du taux d'actualisation de 10 points de base (de 4,70 % au 30 septembre 2024 à 4,80 % au 31 décembre 2024). Les gains ont aussi été attribuables à un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur à celui utilisé par l'ACSTA dans ses hypothèses pour le RRE (taux réel de 1,71 % par rapport au taux anticipé de 1,23 %).

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025
(en milliers de dollars canadiens)
(non auditées)

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2025, des gains de réévaluation de 32 459 \$ ont été enregistrés en raison d'un taux de rendement réel sur les actifs des régimes supérieur au taux posé comme hypothèse par l'ACSTA pour le RRE (taux réel de 9,22 % par rapport au taux anticipé de 3,60 %). Les gains ont aussi été réalisés à la suite d'une augmentation du taux d'actualisation de 30 points de base (de 4,80 % au 31 mars 2025 à 5,10 % au 31 décembre 2025).

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2024, des gains de réévaluation de 9 710 \$ ont été enregistrés en raison d'un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur au taux posé comme hypothèse par l'ACSTA pour le RRE (taux réel de 8,80 % par rapport au taux anticipé de 3,68 %). Ce gain a été partiellement compensé par une baisse du taux d'actualisation de 10 points de base (de 4,90 % au 31 mars 2024 à 4,80 % au 31 décembre 2024).

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025
(en milliers de dollars canadiens)
(non auditées)

Cotisations de l'employeur

Les cotisations de l'employeur versées aux régimes à prestations définies se présentent comme suit :

	Trimestres clos le		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes le 31 décembre	
	2025	2024	2025	2024
Cotisations de l'employeur				
RRE	- \$	- \$	- \$	1 083 \$
RRS	288	398	378	473
ARPD	71	71	220	207
	359 \$	469 \$	598 \$	1 763 \$

À compter du 1^{er} juillet 2024, l'Agence du revenu du Canada, conformément à la *Loi de l'impôt sur le revenu*, a exigé que l'ACSTA suspende toutes cotisations de l'employeur pour le régime de retraite enregistré (composante à prestations définies). Pour l'exercice clos le 31 mars 2026, le total des cotisations de l'employeur versées aux régimes à prestations définies pour les volets du RRS et de l'ARPD est estimé à 921 \$.

9. Provisions et éventualités

Divers recours, contrôles et poursuites ont été intentés ou déposés contre l'ACSTA. En raison de leur nature, ces montants comportent de nombreuses incertitudes, et le dénouement de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Au 31 décembre 2025, aucun des éléments ci-dessus ne devrait, individuellement ou dans leur ensemble, avoir un effet négatif important sur les états financiers.

Provisions

Au cours de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025, aucune provision n'a été comptabilisée.

Éventualités – Coûts de démantèlement

Au cours de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025, il n'y a pas eu de changements importants aux passifs éventuels relatifs aux coûts de démantèlement. Pour une description de ces coûts, consulter la note 9 des états financiers annuels audités de l'ACSTA pour l'exercice clos le 31 mars 2025.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025
(en milliers de dollars canadiens)
(non auditées)

10. Financement public

Financement public

Les crédits parlementaires approuvés pour l'exercice et les montants utilisés par l'ACSTA au cours des périodes de neuf mois closes le 31 décembre sont les suivants :

	2025		2024
Crédits parlementaires approuvés pour l'exercice financier	1 215 469	\$	1 210 835 \$
Crédits parlementaires utilisés pour les charges d'exploitation	(786 168)		(729 425)
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations et les paiements de loyers	(60 733)		(38 986)
Crédits parlementaires inutilisés	368 568	\$	442 424 \$

Le tableau ci-après présente le rapprochement entre les crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des charges d'exploitation et les crédits utilisés pour les périodes considérées :

	Trimestres clos le 31 décembre		Périodes de neuf mois closes le 31 décembre	
	2025	2024	2025	2024
Crédits parlementaires reçus	257 000 \$	157 000 \$	702 027 \$	573 807 \$
Montants reçus liés aux périodes précédentes	(121 694)	(171 642)	(46 027)	(110 807)
Crédits parlementaires à recevoir	130 168	266 425	130 168	266 425
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation	265 474 \$	251 783 \$	786 168 \$	729 425 \$

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025
(en milliers de dollars canadiens)
(non auditées)

Le tableau ci-après présente le rapprochement entre les crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des dépenses en immobilisations et les crédits utilisés :

	Trimestres clos le 31 décembre		Périodes de neuf mois closes le 31 décembre	
	2025	2024	2025	2024
Crédits parlementaires reçus	33 021 \$	10 196 \$	64 731 \$	38 474 \$
Montants à recevoir liés aux périodes précédentes	(14 268)	(8 304)	(13 638)	(9 856)
Crédits parlementaires à recevoir	6 733	7 986	6 733	7 986
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations	25 486	9 878	57 826	36 604
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des paiements de loyers (note 7)	979	804	2 907	2 382
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations et les paiements de loyers	26 465 \$	10 682 \$	60 733 \$	38 986 \$

Financement public différé

Le rapprochement du passif au titre du financement public différé se présente comme suit :

	31 décembre 2025	31 mars 2025
--	---------------------	-----------------

Financement public différé lié aux charges d'exploitation

Solde à l'ouverture de la période	27 379 \$	22 968 \$
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation	786 168	1 006 527
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation comptabilisés dans la performance financière	(790 620)	(1 002 116)

Solde à la clôture de la période	22 927 \$	27 379 \$
---	------------------	------------------

Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations

Solde à l'ouverture de la période	389 690 \$	368 994 \$
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations	57 826	68 897
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations comptabilisé dans la performance financière	(40 607)	(48 201)

Solde à la clôture de la période	406 909 \$	389 690 \$
---	-------------------	-------------------

Total du financement public différé à la clôture de la période	429 836 \$	417 069 \$
---	-------------------	-------------------

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025
(en milliers de dollars canadiens)
(non auditées)

11. Charges

L'état intermédiaire résumé du résultat global présente les charges d'exploitation par activité de programme. Le tableau ci-après présente les charges d'exploitation par catégorie principale :

	Trimestres clos le 31 décembre		Périodes de neuf mois closes le 31 décembre	
	2025	2024	2025	2024
Services de contrôle et autres coûts connexes				
Paiements versés aux fournisseurs de services de contrôle	222 800 \$	209 073 \$	667 323 \$	611 781 \$
Uniformes et autres coûts rattachés au contrôle	2 256	2 886	7 073	7 615
Matériel de détection de traces d'explosifs et biens non durables	1 935	1 587	4 479	4 432
	226 991	213 546	678 875	623 828
Exploitation et entretien du matériel				
Entretien du matériel et pièces de rechange	11 865	11 454	36 759	36 799
Formation et certification	308	343	1 127	1 176
CIZR	240	306	707	786
	12 413	12 103	38 593	38 761
Soutien des programmes et services généraux				
Frais relatifs aux employés	23 320	20 014	66 168	58 925
Frais de bureau et frais informatiques	3 309	3 444	8 265	8 264
Services professionnels et autres coûts liés aux affaires ¹	1 506	1 868	4 100	4 804
Autres frais administratifs ²	783	1 795	2 544	5 393
Autres frais de location (note 7)	544	669	1 561	2 010
Communications et sensibilisation du public	244	233	810	671
	29 706	28 023	83 448	80 067
Amortissement				
Amortissement des immobilisations corporelles (note 5)	13 403	11 842	38 714	33 489
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation (note 7)	819	685	2 489	2 033
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 6)	585	567	1 763	1 737
	14 807	13 094	42 966	37 259
	283 917 \$	266 766 \$	843 882 \$	779 915 \$

¹ Les autres coûts liés aux affaires comprennent les frais de déplacement, les coûts et frais liés aux conférences et aux réunions, et les divers droits d'adhésion et frais d'association.

² Les autres frais administratifs englobent les coûts d'assurance, de réseau et de téléphonie et l'entretien des installations.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025
(en milliers de dollars canadiens)
(non auditées)

12. Juste valeur des instruments financiers

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière. La juste valeur des instruments financiers dérivés de l'ACSTA se rapproche de la valeur comptable en raison de la nature des instruments.

Les instruments financiers dérivés de l'ACSTA sont classés comme étant de niveau 2 en fonction des données observables autre que les prix cotés. Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025, ou de l'exercice clos le 31 mars 2025.

13. Engagements contractuels

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025, il n'y a pas eu de changements importants aux engagements contractuels de l'ACSTA, à l'exception de l'utilisation liée aux contrats concernant les paiements versés aux fournisseurs de services de contrôle, l'entretien de l'équipement et les pièces de rechange, et les activités liées aux immobilisations corporelles et incorporelles.

Pour une description de ces engagements contractuels, consulter la note 13 des états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 31 mars 2025.

14. Transactions entre parties liées

L'ACSTA a conclu les transactions suivantes avec des parties liées.

Gouvernement du Canada, ses organismes et autres sociétés d'État

L'ACSTA appartient à part entière au gouvernement du Canada et est liée par contrôle commun aux autres ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. L'ACSTA conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal de ses activités. Ces transactions entre parties liées sont conclues aux mêmes conditions normales que celles qui s'appliquent à l'ensemble des particuliers et des sociétés.

Les crédits parlementaires reçus du gouvernement du Canada constituent la principale source de financement de l'ACSTA, tels qu'ils sont présentés à la note 10. Des crédits parlementaires à recevoir sont inclus dans les clients et aux débiteurs, et sont présentés à la note 4.

Transactions avec les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de l'ACSTA

Les transactions avec le RRE, le RRS et l'ARPD sont conclues dans le cours normal des activités. Les transactions effectuées avec les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de l'ACSTA correspondent au versement des cotisations telles qu'elles sont présentées à la note 8. Aucune autre transaction n'a été effectuée au cours du trimestre et de la période de neuf mois.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025
(en milliers de dollars canadiens)
(non auditées)

15. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation nette des soldes du fonds de roulement s'établit comme suit :

	Trimestres clos le		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes le 31 décembre	
	2025	2024	2025	2024
Clients et autres débiteurs ¹	(12 590)\$	(94 449)\$	(77 481)\$	(155 054)\$
Stocks	14	(1 797)	2 336	(58)
Dépenses payées d'avance	318	653	2 116	4 002
Fournisseurs et autres créditeurs ²	(5 778)	60 115	(11 585)	138 475
Financement public différé lié aux charges d'exploitation	(332)	1 144	(4 452)	(3 944)
Revenu différé - services de contrôle – autres ³	41		41	-
	(18 327)\$	(34 334)\$	(89 025)\$	(16 579)\$

¹ Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025, la variation des clients et autres débiteurs exclut des montants de 7 535 \$ (318 \$ en 2024) et de 6 905 \$ (1 870 \$ en 2024), respectivement, pour le financement public lié aux dépenses en immobilisations, puisque ces montants se rapportent aux activités d'investissement.

² Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025, la variation des fournisseurs et autres créditeurs exclut des montants de 8 543 \$ (1 814 \$ en 2024) et de 12 730 \$ (12 939 \$ en 2024), respectivement, pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, puisque ces montants se rapportent aux activités d'investissement.

³ La variation indiquée au titre du Revenu différé exclut un montant de 388 \$ (0 \$ en 2024) en lien avec l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, puisque ces montants se rapportent aux activités d'investissement.